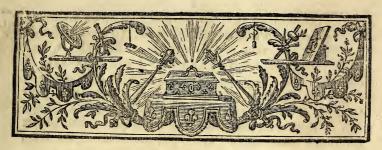
Case Wilter 2. 45 .18



## ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui supprime le Privilége du Journal Politype.

Du 9 Décembre 1787.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI s'étant fait représenter en son Conseil, les Lettres de Privilége accordées aux sieurs Hossmann père & sils, le 15 décembre 1784, pour le Journal juitulé, Journal des Sciences & des Arts, Sa Majesté a considéré que si la concurrence peut être utile entre les Journalistes, le trop grand nombre des Journaux peut aussi nuire à seur succès; qu'il est par conséquent nécessaire de les réduire dans une juste proportion; que les sieurs Hossmann ayant cessé, depuis le mois de janvier dernier, la distribution du Journal politype accordé principalement pour savoriser l'établissement de l'Art politype qu'ils avoient inventé, la suppression de ce Journal ne seur portoit aucun préjudice; que d'ailleurs l'abus qu'ont fait les

sa Majesté à supprimer cet établissement, il n'y avoit plus de motif pour conserver le Privilége de ce Journal. A quoi voulant pourvoir; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis-de M. le Garde des Sceaux, a révoqué & révoque les Lettres de Privilége obtenues le 15 décembre 1784 pour l'impression du Journal politype; ordonne que ledit Journal sera & demeurera supprimé. Fait Sa Majesté inhibitions & désenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'en imprimer & distribuer aucune suite, aucun nouveau cahier ou numéro, sous les peines portées par les Règlemens: Enjoint au sieur de Crosne, Lieutenant général de Police, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera imprimé, lû, publié & affiché par-tout où il appartiendra, & enregistré dans les Chambres syndicales du Royaume.

FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majessé y étant, tenu à Versailles le neuf décembre mil sept cent quatre-vingt-sept, Signé LE B. ON DE BRETEUIL.

LE vingt-un décembre mil sept cent quatre-vingt-sept, le présent arrêt du Conseil, rendu du propre mouvement du Roi, a été signisié, & d'icelui laissé copie aux sins y contenues, & réttéré les désenses y portées, au sieur Hossimann, père, en son donnicile, sis à Paris, rue Favart, en parlant au Portier; & au sieur Hossimann, sils, en son domicile, sis à Paris, rue Favart, en parlant au Portier; par nous Huissier ordinaire du Roi en ses Conseils.

Signé MARCHAIS.

Le présent arrêt a été transcrit sur le registre de la Chambre Royale & Syndicale de la Librairie & Imprimerie de Paris, tome VII, fol. 7 verso; ce quatre janvier mil sept cent quatre-yingt-huit.

Signé KNAPEN, Syndic, NYON l'aîné, CAILLEAU, DELALAIN l'aîné,

& MÉRIGOT jeune, Adjoints.

